



bretagne révolutionnaire

BREIZH HA DISPAC'H ORGANE DU P. C. B.
POUR UNE BRETAGNE LIBRE ET AUTOGÉRÉE 2 F.

B.R. n° 23

PRESIDENTIELLES : PAS DE CANDIDATS DES LUTTES ! POURQUOI ?



La réalité en Bretagne : les flics contre les travailleurs. Pourtant ni la droite, ni la gauche ne parlent de dissoudre les CRS. Pourquoi ?

SGEN

Dans une perspective de démocratisation de l'enseignement, le SGEN a déjà pris clairement position pour une adaptation de l'enseignement aux enfants tels qu'ils sont; de même, le SGEN a clairement affirmé la nécessité de voir les enfants disposant d'une culture différente de la culture dominante bénéficier d'un enseignement qui ne les coupe pas des valeurs linguistiques et culturelles véhiculées par leur foyer et leur environnement.

Il est impossible de développer la personnalité sans prendre pour base la culture de l'enfant (culture ouvrière, culture paysanne), à plus forte raison quand cette culture s'exprime dans une langue particulière. A cet égard, les travailleurs émigrés et leurs enfants, et, à titre égal leurs minorités et leurs enfants, et, à un titre égal, les minorités ethniques de l'Hexagone ont le droit - un droit qui ne doit pas être considéré comme un luxe - de recevoir un enseignement intégrant leur langue.

Dans un grand nombre de régions, l'enseignement assuré en français a doublement été étranger aux populations laborieuses de ces régions, en ce qu'il méconnaissait ou méprisait ces langues et en ce qu'il diffusait une culture et des valeurs qui étaient foncièrement celles de la seule classe bourgeoise : certes, le français permettait une promotion, mais les identités culturelles se trouvaient niées, refoulées par l'enfant, provoquant ce qu'il n'est pas inexact d'appeler une aliénation culturelle.

Pourtant la France est un pays de plusieurs langues, et non pas d'une seule. Pour mémoire, et en dehors du français, qui est seul à être enseigné de la maternelle à la Faculté, il s'agit du flamand, des dialectes germaniques de la Lorraine théoise et de l'Alsace, de l'Occitan, du Corse, du Catalan, du basque et du breton. Refuser de promouvoir et de développer ces différentes langues revient à pratiquer le génocide culturel.

Le bilinguisme, pour être authentique, ne peut guère être réalisé en France qu'en intégrant, là où c'est possible, l'une de ces différentes langues. Il peut alors être pratiqué qu'une manière à la fois précoce et fructueuse; dans ces conditions peut se développer un biculturalisme qui ne soit ni aliénant ni artificiel.

Il est nécessaire de promouvoir les langues opprimées de France et les cultures qu'elles véhiculent : la dignité reconnue à ces langues rejait sur les locuteurs de ces langues, et ceci d'autant plus qu'il s'agit souvent de travailleurs appartenant à des catégories sous-payées; une telle promotion, basée sur le respect de la différence culturelle, doit contribuer à faire échec à une certaine forme de racisme. Il faut affirmer le respect des identités culturelles et proclamer l'égalité, à ce niveau également, de tous les travailleurs, dont aucun ne doit être contraint ou amené à mépriser sa langue originelle.

La promotion, par l'enseignement des langues opprimées de France, s'inscrit dans la ligne d'une dénonciation de l'exploitation capitaliste et de l'impérialisme économique et culturel. En effet ceux qui affirment en haut-lieu que la main-d'œuvre doit savoir être mobile sont ceux-là même qui décident et qui organisent le déracinement des travailleurs de leur pays d'origine, la spoliation des terres, la privatisation des sites et l'émigration intérieure. L'oppression culturelle, comme l'oppression économique ou politique, est incompatible avec le socialisme.

MOTION

Compte-tenu de cet exposé des motifs, le Congrès de l'Académie de Rennes du SGEN-CFDT, réuni à Guidel les 6 et 7 mars 1974,

- Considérant que la France vient de ratifier la Convention Européenne des Droits de l'Homme, laquelle reconnaît aux minorités linguistiques le droit de recevoir un enseignement dans leurs langues d'une manière adéquate.

- Constatant la situation faite actuellement dans l'enseignement à ces langues

EXIGE que la langue bretonne soit intégrée dans le groupe des langues vivantes offertes au choix des candidats aux divers examens et concours et que, de ce fait, la langue bretonne soit traitée comme les autres langues vivantes.

EXIGE que les cours de breton, soient régulièrement inclus dans les horaires normaux des élèves et des maîtres, et que la formation des professeurs de breton soit dûment assurée dans le cadre et dans les lieux où sont formés les maîtres de tous degrés.

RÉCLAME que tous les enseignants qui le désirent aient la possibilité d'aborder avec leurs élèves tout ce qui a trait à la culture, à l'histoire, à la géographie, à l'économie (etc . . .) de la région, mettant ainsi sur pied un enseignement authentiquement régionalisé qui prenne en charge l'environnement culturel - dans tous les sens du terme - des élèves.

UNANIMITÉ

(Pas d'abstention, pas de refus de vote).

AL LEUR NEVEZ AR FAL SKOL AN EMSAV

E Gwengamp e vo dalc'het daou zevezhiad gouel ha stourm, da vare ar Pantekost (1-2 a viz mezheven). Roet eo bet anv'Gouel ar Brezhoneg d'ar maread-se. Disoc'h kentañ un emglev etre Al Leur Nevez, ar Falz ha Skol an Emsav eo. Un taol arnod eo, met a c'helle bezañ pouezus evit dazont ar stourm sevenadurel e Breizh. Ma c'hellfe dont ken kreñv e levezon hag hiní an Eisteddfod e bro Gembre e vefe un tec'h bras, pa vefe barrek da vodañ bep bloaz holl Vreizhiz dedennet gant ar stourm evit Breizh hag ar brezhoneg.

Setu penaos e yelo lusk an arvestoù e-pad ar Gouel a vo dalc'het e-diabarzh sal-kêr Gwengamp. Arsadorn da noz e vo c'hoariva gant ur strollad studierien war ar brezhoneg ha Beilhadegoù Treger. Seniñ ha kariañ a raio ivez an nozvezh-se gant Yaouenn Gwernig; Ar sul da noz e vo ur Fest-Noz vras gant gwellañ ha brudetañ kanerien ha sonerien ar vro evit klozañ an traoù. Setu ul listenn digor eus ar re a vo klevet neuze : Breudeur Morvan, Bars-Philippe, Bastard tad ha mab, ar Bilhaouerien, ar Glaskerien Vara, Yann Baeron ha Gwengou, ar c'hoarezed Koulouarn, Ann ha Monig, Lama Meur ha Yann Vari. Da zebriñ ha da evañ'vo a-hed ar sulvezh.

« Dans mon pays il n'y a qu'au cimetière
Où l'on trouve du travail »
« Em bro n'eus ken met er vered
E veza ac'hubet »
Youenn Gwernig

« Les droits qu'on a, ça s'demande pas
Les droits qu'on a, on les prendra »
(Les derniers bougnoules, Youenn Gwernig)

- Sommaire

Page 2	Page culturelle
Page 3	Luttes en Bzh
Pages 4	5 La crise économique
Page 6	Lip
Pages 7	à 12 Spécial Présidentielles
Pages 13	à 14 Le PCF et la Bretagne
Page 15	Gramsci
Page 16	Peuples en lutte

Camarades Bretons !

Vous lisez **BRETAGNE RÉVOLUTIONNAIRE**
BRETAGNE RÉVOLUTIONNAIRE vous intéresse.

Alors **ABONNEZ-VOUS !**

Vous nous aiderez.

20 Francs pour 10 numéros.

« Même si vous les emprisonnez
Nos voix jamais ne se tairont
Un peuple qui se met à chanter
Ne craint ni maître, ni prison »
(C'est assez bon pour la Bretagne)
Evgen Kirjuhel

« Aiguisez bien les chants
Jaillis de votre bouche
Bientôt viendra le temps
des cartouches »
(Peuples Prolétaires)
Gilles Servat

LIBÉREZ LES EMPRISONNÉS CORSES ET BRETONS

Après la Gauche Prolétarienne, l'E.T.A., la Ligue Communiste, Marcellin vient d'interdire le Front Paysan de la Libération de la Corse, le Front de Libération de la Bretagne, le Front de Libération de la Bretagne pour la Libération Nationale et le Socialisme, et le mouvement basque Enbata.

Pour faire bonne mesure, des militants corses et bretons viennent d'être arrêtés et passeront devant la Cour de Sureté de l'État «pour l'exemple». Si l'on y ajoute la loi anti-casseurs, le fichage systématique, les écoutes téléphoniques, les poses de micro, les procès contre les journaux, on peut se demander ce qu'il restera comme libertés démocratiques dans peu de temps.

La mesure la plus scandaleuse est celle de la dissolution du mouvement culturel Enbata qui agissait uniquement de façon légale : publication d'un journal, organisation de meetings, grèves de la faim... Marcellin ne l'accuse que de la publication d'articles qui ne condamnaient pas des actions violentes effectuées par d'autres organisations. Avec de tels arguments, N'IMPORTE QUELLE ORGANISATION POURRAIT ÊTRE DISSOUE. Il s'agit donc d'une atteinte directe à la liberté d'opinion, comme l'est également l'accusation de porter atteinte à «l'intégrité du territoire» : même si c'est la seule opinion que la Constitution interdit d'avoir, le droit à l'autodétermination, le droit pour un peuple de choisir librement son destin, y compris en devenant autonome ou même indépendant s'il le désire, est un droit imprescriptible, et même le général De Gaulle l'avait admis, d'abord, un peu forcé il est vrai, en Algérie, puis en criant «Vive le Québec libre».

Mais pourquoi cette escalade répressive qui démasque le véritable visage de la démocratie bourgeoise ? Est-ce l'obsession d'un seul homme ou bien n'est-ce pas plutôt le signe que la bourgeoisie a peur, qu'elle sent que le pouvoir lui échappe ?

Dans un climat de crise permanente, la jeunesse se révolte, les ouvriers veulent prendre leurs affaires en main comme à Lip, LES NATIONALITÉS OPPRIMÉES SE RÉVEIL-LENT.

Si tous les travailleurs de l'hexagone sont victimes du système capitaliste, ceux de nos nationalités, basques, bretons, catalans, corses, occitans, le sont encore plus : - de plus en plus de paysans sont prolétarisés, exploités par des trusts capitalistes qui leur imposent le matériel et achètent leur production. En montagne, l'agriculture n'est aidée que pour maintenir une vie humaine dans les parcs naturels, pour que les touristes puissent apercevoir de temps en temps un berger entre un aigle et un chamois. - Après des siècles d'intégration à l'État français, nos pays sont sous-industrialisés (à part quelques grandes opérations de prestige du type Fos dictées par les intérêts financiers internationaux au détriment des travailleurs de tous pays) et la menace de fermeture d'usines est permanente. Dans ces conditions, le patronat a pu largement utiliser le chantage au chômage : ac-

HALTE A LA RÉPRESSION

SYNDICALE

Le 21 février, à l'entreprise de chaussures Barbier de Fougères, un délégué syndical CFDT est mis à pied, accusé de «falsification de ses feuilles de travail». On lui demande de démissionner et on écrasera le coup. Le délégué refuse et le Comité d'Entreprise est saisi le 8 mars d'une demande de licenciement par la direction. Le CE donne un avis favorable à ce licenciement grâce au soutien du syndicat FO (dans un prochain BR, nous ferons un article sur ce «syndicat» acheté par la bourgeoisie, organisation de collaboration de classes et de division des travailleurs).

En fait que s'est-il passé ? Barbier est une petite boîte de la chaussure, spécialisée dans la chaussure féminine «pour pieds sensibles». La marque est assez connue, la situation financière confortable et le paternalisme de rigueur.

Mais voilà, les ouvriers ne sont plus exactement aussi dociles qu'avant. Ils s'organisent et à

Fougères, la CFDT est assez remuante. Quant au délégué syndical, présent depuis 3 ans, jusqu'ici aucun reproche de lui a été fait.

La direction, pour mettre à la porte ce délégué syndical actif, lui reproche 15 erreurs sur ses feuilles de rendement en 9 mois. On lui reproche de passer deux ou trois paires en plus à l'heure, pour être sûr d'avoir le maximum de prime. En fait, le délégué reportait des lots d'une feuille sur l'autre pour compenser son rendement.

Il faut savoir que la prime maximum est obtenue pour un rendement de 163 paires à l'heure; la production minimum est 115 paires à l'heure. Ainsi, pour une augmentation de production de 45 %, l'augmentation de salaire est de 15 % seulement. Pas voleurs les patrons !

En définitive, l'inspecteur du travail, après enquête, a refusé le licenciement et le délégué a été réintégré. (Mais la direction refuse de payer les jours de mise à pied).

CHANGEMENT D'HERBAGE
REJOUIT LES VEAUX !



cepter des bas salaires ou quitter le pays !

- Et les transferts de population ont un caractère massif : il y a 4 fois plus de Corses à l'extérieur que dans l'île même !

Ces travailleurs déplacés, isolés, sont plus vulnérables à l'exploitation capitaliste. De plus, pour nous convaincre de ne pas lutter, l'État français veut que nous nous considérions comme des Français inférieurs : on méprise nos cultures, on nous interdit de parler notre langue considérée comme un patois, employée à la rigueur pour parler aux bêtes ou entre paysans, mais à proscrire, si l'on veut s'élever dans la hiérarchie sociale.

Vouloir parler notre langue a représenté au cours des siècles la volonté de lutter contre l'hégémonie centralisatrice française. Aujourd'hui, face au développement moderne du capitalisme destructurant nos pays, un fort mouvement se développe (luttés du Joint Français, Noguères, Larzac, etc...) : plus que jamais NOTRE LANGUE DOIT ÊTRE UNE LANGUE DE COMBAT POUR UN SOCIA-

LISME OU CHAQUE PEUPLE SERA MAÎTRE DE SON DESTIN.

NOUS N'ACCEPTONS PLUS :

- que nos cultures soient détruites ou ravalées au rang des curiosités folkloriques
- que toutes les décisions nous concernant soient prises à Paris sans même nous consulter
- le chômage organisé qui nous contraint à quitter le pays,
- la destruction de régions entières pour les consacrer au tourisme de luxe,
- les expropriations de paysans pour installer des camps militaires

LIBERTÉ POUR TOUS LES PEUPLES !
TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS,
TOUS UNIS !

Esquerra Catalana Dels Treballadors
Lutte Occitane (L. Oc)

Partitu Di U Populu Corsu (PPC)

Parti Communiste Breton (PCB)

Comité de Soutien à la lutte révolutionnaire
du Peuple breton (groupe Paris)

Comité de Soutien aux Réfugiés Basques

LE P.C.F. ET LA

Les récents événements économiques, sociaux et politiques ont attiré l'attention sur la Bretagne. Les partis de la droite - fortement représentés en Bretagne - ont gardé leurs illusions ou leur mépris pour les masses bretonnes. Du côté de la gauche, les luttes ouvrières et paysannes, les attentats ont amené certains à reconsidérer leur opinion sur la situation bretonne. Le PCF, vient, à travers plusieurs articles dans son hebdomadaire Bretagne Nouvelle, et par son secrétaire général G. Marchais, de préciser son jugement sur les réalités bretonnes. C'est à partir de ces textes que nous préciserons l'analyse du PCF vis à vis de la Bretagne.

L'opinion du PCF vis à vis de la revendication des minorités nationales s'est précisée depuis deux ans : condamnation du travail des militants occitans, opposition très ferme au combat des Corses contre la colonisation de leur pays, refus de reconnaître l'existence d'une minorité nationale en Bretagne dans un article de Bretagne Nouvelle faisant suite au colloque Bretagne et autogestion.

Pourtant depuis quelques mois, partout s'affirme la volonté de lutte des minorités nationales basque, corse, catalanne, occitanne, bretonne. Devant ce déferlement, le PCF a été obligé de présenter clairement ses positions. Nous jugerons pour la Bretagne à travers deux critères : un critère conjoncturel : les attentats du FLB; un critère de fond : l'analyse de la réalité bretonne.

Premier critère : les attentats du FLB.

Les attentats du FLB ont toujours été condamnés sévèrement par le PCF. Le principe même de la violence a été abandonné par le PCF en faveur d'une prise du pouvoir par le moyen des élections. L'opinion du PCF vis à vis des attentats est que ceux-ci servent au gouvernement de motif pour crier au désordre et font

nement de motif pour crier au désordre et font perdre des voix à la gauche, soupçonnée de favoriser le désordre.

L'attentat contre le pylône de télévision de Roc Trédudon allait faire bondir le PCF. Cet attentat s'inscrit dans une longue lignée d'actes terroristes mais il a eu l'audace de s'attaquer à un tabou : la télévision. Face à quelques dizaines de milliers de foyers privés de leur opium quotidien, le PCF a réagi en parti d'ordre, en parti de gouvernement. Que la télévision soit un moyen d'abrutissement des masses par la bourgeoisie peu importe. Puisque le peuple aime la fête, donnons lui la fête. Peu importe que cette fête s'appelle Guy Lux et autres navets; le peuple veut de la merde, ne le décevons pas. Alors, à propos de cet attentat le PCF sort les grandes orgues, le FLB devient la forme bretonne du fascisme, l'héritier du PNB.

Le fait que Yann Goulet - individu de sinistre mémoire - s'occupe dans sa retraite en Irlande en «authentifant» les actes du FLB permet au

PCF de faire l'amalgame FLB : collabos - fascistes. Il s'agit de dénoncer les individus qui portent atteinte au sol national (Bretagne Nouvelle No 84). La condamnation du FLB se fait en fonction du vieil argument Bretons : collabos.

Que ce fait ait été celui d'une poignée ne change rien à l'affaire. Que les militants du FLB actuel n'aient pas connu cette époque, pour la plupart, peu importe. Il s'agit de fascistes qui portent atteinte à l'intégrité du territoire national, c'est-à-dire français. Le PCF disait déjà la même chose aux débuts des attentats du FLN en Algérie.

Deuxième critère : l'analyse de la réalité bretonne.

C'est de loin le critère le plus important. Les attentats représentent un phénomène d'actualité, l'analyse de la réalité bretonne permet de donner une position de fond.

A cet égard, le discours de G. Marchais à Rennes est révélateur (Bretagne Nouvelle No 85) On peut schématiser la pensée du PCF de la façon suivante : la Bretagne subit une exploitation économique plus importante que les autres régions mais cette exploitation n'est pas particulière à la Bretagne; affirmer un tel particularisme revient chez certains à parler de colonialisme, cette affirmation conduit à réclamer l'autonomie. Pour le PCF, cette attitude est un «ferment de division du combat ouvrier, qui est contraire aux intérêts des régions et de leurs habitants à l'unité nationale qu'il faut préserver» C'est ce qu'affirme en particulier G. Marchais à Rennes le 1er mars 1974.

Pour le PCF, la réalité bretonne, c'est une exploitation économique plus importante que d'autres régions; mais cette exploitation n'a rien de spécifique. Il ne peut y avoir de reconnaissance d'exploitation de type colonial en Bretagne. C'est le sens de l'article de M. Alory dans Bretagne Nouvelle No 87 où l'UDB est prise à partie pour le slogan Bretagne : Colonie. Il affirme : «pour nous, la situation de la Bretagne n'est pas due à la colonisation... Admettre cette idée, c'est admettre que la lutte des travailleurs bretons aurait ou devrait avoir un caractère de «libération nationale». Le blocage se situe bien à ce niveau pour le PCF; d'accord pour admettre une exploitation en Bretagne, mais cette exploitation est uniquement économique; elle se limite à ce niveau. Et le PCF est bien obligé de se limiter à ce niveau. La reconnaissance d'un caractère particulier à l'exploitation de la Bretagne obligerait à affirmer l'oppression économique certes, mais aussi culturelle, historique. Elle pourrait amener à admettre l'existence d'une minorité nationale opprimée par l'impérialisme français et en bonne logique marxiste à défendre le droit à l'autodétermination du peuple breton. Ce n'est pas la position du PCF. Pour lui, la Bretagne fait partie de la France une fois pour toute. C'est ce qu'écrit M. Alory dans Bretagne Nouvelle No 87 «Nous



BRETAGNE

considérons que la réalisation de l'unité nationale a été un progrès historique et que par conséquent sa remise en cause serait un retour au passé». C'est donc un refus de la reconnaissance des minorités nationales mais c'est aussi une calomnie des positions des mouvements bretons; jusqu'ici aucun mouvement - même le FLB - n'a revendiqué l'indépendance de la Bretagne. Le PCF dénature donc les positions des mouvements bretons comme le fait la bourgeoisie.

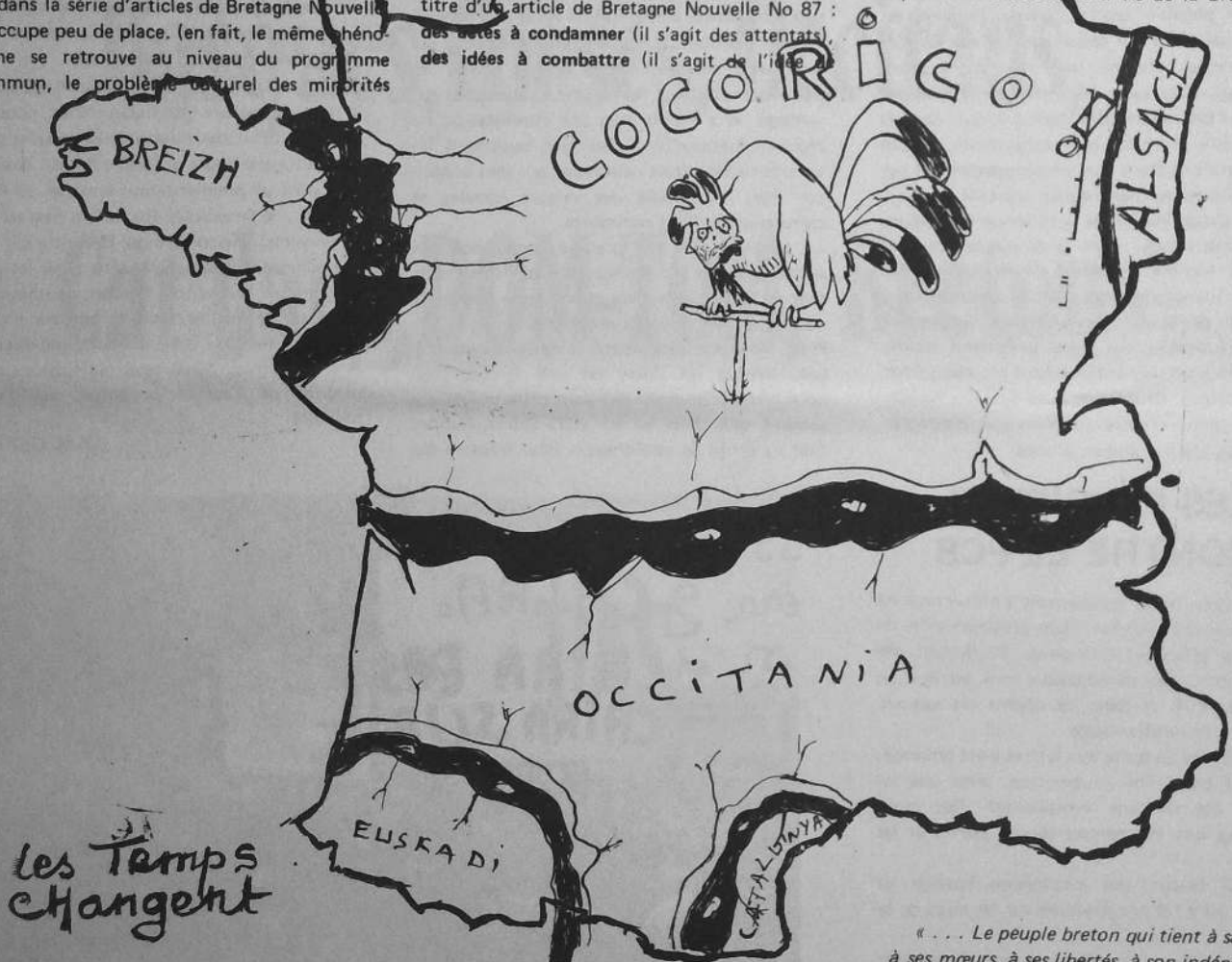
L'aspect culturel de l'oppression n'est pas totalement oublié tout de même par le PCF. Mais que ce soit dans le discours de G. Marchais ou dans la série d'articles de Bretagne Nouvelle, il occupe peu de place. (en fait, le même phénomène se retrouve au niveau du programme commun, le problème culturel des minorités

nationales se trouve exposé en deux lignes et demi dans un livre de 182 pages). A tel point que cet aspect de l'oppression ne figure même plus dans les trois priorités à mettre en œuvre, dans le discours de G. Marchais; encore faut-il ajouter que les allusions à l'oppression culturelle se limitent au seul phénomène de la langue. L'histoire de la Bretagne semble être ignorée. Quoi d'étonnant? Tous les systèmes qui oppriment les minorités nationales commencent par leur faire oublier leur histoire pour mieux les assimiler.

L'opinion du PCF sur le combat breton actuellement en Bretagne se trouve dans le titre d'un article de Bretagne Nouvelle No 87 : **des actes à condamner** (il s'agit des attentats), **des idées à combattre** (il s'agit de l'idée

de libération nationale). En fait cette position revient à ignorer le fait breton. C'est le sens de la réunion convoquée par le PCF et le PS pour la défense de l'emploi et du niveau de vie, en mars, à St Brieuc. A cette réunion, où se trouvaient le PSU, la FEN, la CGT et l'UDB, le PCF a réussi à faire signer une déclaration de principe sur ce thème. La déclaration est rédigée en employant du début à la fin, le mot région; celui de Bretagne n'y apparaît pas une seule fois. Tout le monde, sauf le PSU, a signé ce texte y compris l'UDB d'ailleurs!

Il n'y a donc aucune illusion à se faire sur les positions du PCF vis à vis de la Bretagne.



*les Temps
Changent*

Nous présentons sur cette page quelques textes du PCF, à une époque où l'on pouvait prendre le PCF pour un parti révolutionnaire!

«Le mouvement autonomiste breton doit être défendu. L'explosion de Rennes qui a détruit le monument symbolisant le rattachement de Bretagne à la France est un «stupide attentat» pour la presse bourgeoise qui s'efforce de ridiculiser le mouvement autonomiste breton... Le mouvement n'est «stupide» que pour les thuriféraires à tout prix de l'impérialisme français»

«Le Peuple breton a sa particularité ethnique indiscutable, sa langue, son passé millénaire.

Les luttes héroïques des Irlandais, frères de race des Bretons, contre les conquérants Anglais, luttes dont l'importance historique ne cesse de s'accroître, ont eu leur répercussion de ce côté-ci de la Manche. Mais surtout, la crise économique, qui a paupérisé la Bretagne, donne une base sérieuse à ce mouvement... Fidèle au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, notre parti défendra les revendications des masses populaires bretonnes, adoptant une position analogue à celle qu'il a prise en Alsace et en Corse».

L'HUMANITÉ 15 août 1932.

«... Le peuple breton qui tient à sa langue, à ses mœurs, à ses libertés, à son indépendance, est aussi à l'avant-garde de l'armée des exploités»

Marcel CACHIN

L'HUMANITÉ 17 juin 1935

«... Les revendications nationales se mêlent naturellement à celles de la lutte des classes...» «... le mouvement autonomiste breton doit être défendu contre la répression policière...» «... le prolétariat révolutionnaire de toute la France se lèvera pour défendre les travailleurs bretons».

L'HUMANITÉ année 1932.

Tract distribué par le PCB lors de la venue de Marchais à Rennes.

Il est clair qu'en Bretagne, en Corse et au Pays Basque, les attentats sont devenus le symbole de la révolte des ouvriers, des paysans ou des petits commerçants contre les patrons exploités et l'état centraliste.

Est-ce dire qu'il s'agit d'une lutte de libération nationale - le prétendre serait nier toute réalité - Aucun de ces peuples ne possède encore une véritable conscience de leur nationalité et ne se reconnaissent dans les armées de libération (sic) que ce soit le FLB ARB, ou NLS, le FPLC ou L'ETA.

Par contre, il est indéniable que les ouvriers et les paysans arrêtés pour avoir usé de la dynamite bénéficient de la sympathie des masses populaires - Rappelons pour mémoire la vague de sympathie en faveur des premiers détenus FLB 68/69 qui a contraint le Pouvoir à libérer sans procès des militants accusés, entre autres attentats, d'avoir incendié une caserne de CRS - tant il est vrai qu'aujourd'hui, toute contestation du pouvoir central, même violente, est perçue par ceux qui appartiennent aux régions périphériques comme une réaction logique. La situation des pays déshérités par le centralisme de l'État était déjà fort critique dans la bourgeoisie, française et internationale, croyait à l'expansion. Dans son développement et par ses accélérations l'économie capitaliste provoquait une dégradation de la situation des régions non industrialisées, dont la Bretagne était la première victime. En effet, la liquidation des couches marginales des petits commerçants, artisans et petits et moyens paysans, indispensable à la réalisation des plans du Pouvoir contribuait à créer un mécontentement croissant dans les populations. Chassés de chez eux, ces travailleurs n'avaient d'autre solution que d'émigrer vers les régions sur industrialisées.

En outre, le régime «gaulliste» proposait une parodie de régionalisation une série de réformes dans le but d'apaiser la colère des autochtones et de mettre un frein aux conflits sociaux qui se multipliaient.

La crise actuelle a totalement modifié la situation et l'attitude du Pouvoir Central qui a décidé de tourner brutalement le dos à toutes les idées régionalistes - les dernières déclarations de Monsieur Sanguinetti en sont l'exemple frappant - il est clair que le réflexe de la bourgeoisie est de multiplier les investissements dans les régions déjà développées mettant ainsi fin à tous les rêves utopistes de décentralisation. La crise actuelle obligeant le Pouvoir à passer de la décentralisation à la compression, provoque l'aggravation des disparités économiques, amplifiant ainsi les problèmes de l'emploi. La crise dans ses conséquences est ainsi ressentie par la population bretonne comme une injustice supplémentaire, elle en refuse les conséquences. La contestation du Pouvoir qui au départ a été sectorielle, essentiellement dirigée contre les patrons exploités, s'empêche chaque jour davantage, et s'oriente vers une contestation du régime. Aujourd'hui, c'est non seulement les centres de décisions patronales qui sont contestés mais l'ensemble des valeurs sociales et culturelles de l'État centraliste.

La crise actuelle fait prendre conscience aux populations de ces régions qu'elles ont en commun un réel désir de vivre et une seule possibilité de survie, celle de lutter ensemble.

Pour Monsieur Sanguinetti le nationalisme breton, basque ou Corse est une «imbécilité», nous n'interviendrons pas dans cette polémique sachant que pour lui les mots Patrie, Nation, État et Profit se confondent. Pour nous ce qui

importe c'est de constater que ces populations s'unissent et se rassemblent selon des affinités sociologiques, culturelles et économiques pour survivre et lutter contre leur destructeur. La conscience de classe naît dans le mouvement. C'est en lui que les entités ethniques découvrent ce qu'elles sont. C'est à partir des luttes que naissent ou renaissent les nations.

La crise actuelle, par les conflits qu'elle va provoquer, risque de donner naissance à de nouveaux actes de violence. Pour notre part, nous estimons que la voie des attentats n'est pas la meilleure. Mais nous ne pouvons condamner ceux qui choisissent cette forme de lutte. Face aux revendications des paysans (guerre du lait), des ouvriers (Joint Français) le pouvoir central n'a su répondre que par la violence des CRS ou l'emploi de la gendarmerie mobile. Face aux pétitions et au mouvement culturel de défense de la langue bretonne, Paris n'a su répondre qu'en forçant l'animateur des émissions télévisées en langue bretonne à démissionner. Comment alors ne pas excuser ceux qui ne croient plus qu'aux solutions désespérées.

Par contre, pour le PCB, la solution est essentiellement de nature politique. Nous nous réclamons du droit des minorités nationales de pouvoir autogérer leurs propres affaires. Nous voulons dans un premier temps arracher au Pouvoir Central une Assemblée Régionale élue au suffrage universel. Assemblée qui devrait avoir l'autorité nécessaire pour régler sans délai les problèmes vitaux du peuple breton, (notamment le droit au travail chez soi) et pouvoir intervenir efficacement dans la vie économique et culturelle de la région. Ainsi nous réaffirmons donc la priorité de l'action politique, sur l'action militaire.

Y.M. GEFFLOT.

LES FASCISTES CONTRE LE PCB

Fin mars, notre mouvement a été victime de l'agression des fascistes. Dans plusieurs villes de Bretagne (Rennes, Guingamp, St Brieuc) des inscriptions, des déprédations ont eu lieu au local du PCB et dans les dépôts du journal Bretagne Révolutionnaire.

A Rennes, la boîte aux lettres a été arrachée; le local barbouillé de peinture, ainsi que les portes des maisons avoisinantes. Des croix gammées ont été peintes sur les portes et les murs.

A St Brieuc, des inscriptions hostiles au PCB et au FLB ont été faites sur les murs de la ville.

A Guingamp, un tabac qui assurait la vente de notre journal (vente importante qui plaçait, dans cette ville, BR très largement en tête des journaux bretons) a été l'objet d'inscriptions et a reçu des menaces s'il continuait à vendre BR.

Depuis plusieurs mois, des dépositaires de BR sont «visités» et reçoivent des conseils de ne plus accepter notre journal.

Qu'on ne s'y trompe pas, la répression contre les minorités nationales avance à grands pas : Basques, Bretons . . . La droite la souhaite à outrance (Débré, Sanguinetti), le PCF s'est clairement démasqué depuis quelques mois. Pour les minorités nationales, l'heure est à l'affrontement avec les partisans de la centralisation.



bretagne révolutionnaire



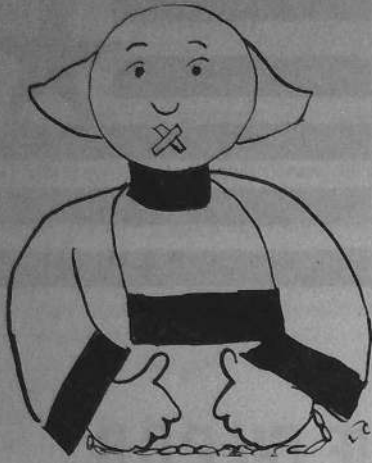
BREIZH HA DISPAC'H

ORGANE DU P.C.B.

Supplément à 0,20 F

**Basques, Corses, Occitans,
Catalans, DOM-TOM, Bretons:**

**PAS
LE DROIT
A LA PAROLE!**



LE BAL

Le corps de M. Pompidou à peine refroidi, M. Chaban-Delmas a ouvert, au son discordant des violons grinçants de la majorité, le grand bal des vampires candidats au pouvoir suprême. L'enjeu est de taille sur le plan économique. On comprend l'enthousiasme des candidats de la majorité. Jamais, même au temps béni des profiteurs du Second Empire, l'état français n'a fourni un tel champ de manœuvre aux spéculateurs, promoteurs, politiciens ou policiers véreux et technocrates corrompus. Les industriels, les banquiers, les inspecteurs des finances ont aboli toutes les barrières entre pouvoir politique et pouvoir économique. Les dirigeants de la majorité entourés d'experts en trafics, tripotages, dérogations de permis de construire, déclarations fiscales et pots de vin de tout genre, ne pourraient évidemment supporter d'être écartés de l'assiette au beurre. Ils se battent pour le pouvoir de leur classe.

Dans le déferlement de propagande et de démagogie sociale des deux candidats de la majorité, aucun des grands problèmes qui dominent l'époque n'est honnêtement discuté. Pas d'analyse sérieuse des responsabilités américaines dans la crise qui secoue l'économie de l'Europe et celle du Japon : donc pas de politique étrangère sérieuse. Pas d'analyse sérieuse de la menace que font peser sur l'économie de l'hexagone, les sociétés américaines multinationales (en particulier dans le domaine de l'énergie et des matières premières) : donc pas de politique économique sérieuse.

Ils n'ont pas un mot pour la dégradation sans espoir de la situation du Tiers Monde, pas un mot sur celle du Quart Monde (les immigrés ne sont pas des électeurs), ni sur les formes modernes de la division du travail et de son organisation. Ils promettent n'importe quoi, en sachant fort bien que la crise justifiera demain l'abandon des promesses électorales.

Pour les révolutionnaires, pour tous ceux qui veulent, dans le cadre de la lutte de classes, rendre la parole aux exploités, promouvoir le pouvoir des masses, libérer les minorités nationales, le spectacle offert par Mitterrand et ses partisans n'est guère encourageant.

Tout se passe comme si, acceptant d'avance la défaite, les partisans du programme commun livraient seulement un gigantesque parodid'honneur et refusaient de mettre en œuvre les moyens capables de les conduire au succès.

Qui soutenait Robert Laffont ?

La candidature au nom des minorités nationales de l'hexagone et des DOM-TOM de Robert Laffont avait été décidée après une réunion des mouvements qui se réclament du socialisme dans les minorités nationales.

Tous - sauf un - l'UDB - avaient accepté le principe d'une candidature qui devait présenter à l'opinion publique le problème des minorités nationales et les formes nouvelles de luttes. Libération nationale et lutte de classes, tel était le sens de cette candidature au nom de Robert Laffont.

Voici le nom des mouvements qui s'étaient engagés dans ce combat autonome des minorités nationales :

Comité d'Action Bretons
Parti Communiste Breton
Comités de soutien aux réfugiés politiques basques de Bayonne
Esquerra Catalana dels Treballadors
Lutte Occitane
Parti di Populu Corsu
Partitu Corsu Pèu Socialisimu

DES VAMPIRES

Le PCF d'abord, qui avait toujours enseigné, depuis le Front Populaire, que l'on peut vaincre sur le plan électoral sans organiser la lutte à la base dans un puissant réseau de comités unitaires, vient de refuser la proposition du Parti Socialiste d'organiser des comités populaires de soutien à Mitterrand. Sachant pourtant fort bien que si on accepte de jouer le jeu électoral, Mitterrand ne peut vaincre qu'avec un apport important de voix petites bourgeoises. Marchais a refusé de présenter une candidature communiste au premier tour qui aurait permis à Mitterrand de rallier des voix centristes au second tour. Tout se passe comme si le PCF, rallié à la stratégie du compromis historique avec la bourgeoisie, faisait le nécessaire pour éviter tout changement de forces à l'intérieur de la partie américaine de l'Europe.

M. Mitterrand lui, n'a cessé d'infléchir vers la droite l'orientation de sa campagne électorale. Il est curieux d'observer qu'il ne heurte sur aucun point décisif les objectifs de M.M. Nixon et Kissinger, ni les intérêts bien compris de la bourgeoisie française. Il se pose en champion de l'indépendance de la France sans remettre en cause les mécanismes d'un statut économique européen qui démultiplie l'efficacité et la puissance des sociétés américaines. Il critique les accords pétroliers bilatéraux (faisant ainsi le jeu de la Shell et de l'Esso Standard) et soutient sans réserve la politique U.S. au Moyen-Orient. Il se pose en défenseur du Franc, alors que le retour au « serpent » des monnaies européennes fait le jeu des USA qui ont utilisé la dévaluation du dollar comme une des armes essentielles de leur offensive économique. Dans le cadre du système actuel, tout redressement passe au contraire par la dévaluation et la recherche de la dislocation de l'hégémonie américaine sur le système. Manifestement, la politique de centre gauche ne peut, à moins d'être débordée par la lutte des masses, que déboucher à terme sur une situation à la chilienne... et il est plus que douteux que les partisans du programme commun

LA CANDIDATURE des minorités nationales

Les thèmes de la campagne :

- droit pour chaque minorité nationale au respect de sa culture
- dénonciation du colonialisme intérieur
- revendication du droit au fédéralisme
- présentation des formes nouvelles des luttes : Lip, Larzac, Femmes
- solidarité avec les victimes de l'impérialisme français : travailleurs immigrés, habitants des TOM - DOM
- revendication d'une société supranationale
- défense de l'espace humain.

fassent mieux que les partisans de l'Unité Populaire.

Pour ces raisons, dans le but de maintenir à tout prix un pôle autonome de réflexion et d'action révolutionnaire dans l'hexagone : pôle capable d'unifier sur la base de la lutte de classes pour un socialisme autogestionnaire la lutte des ouvriers et paysans de l'hexagone et celle des minorités nationales, le P.C.B. a soutenu dans un premier temps la candidature de Charles Piaget. Il pensait que la candidature d'un ouvrier français de chez Lip, lié, dans la tête des masses à la première grande bataille pour l'autogestion, pouvait jouer ce rôle. Décidé à être ministre à tout prix, M. Rocard, suivi par la majorité de la direction du PSU, a torpillé l'affaire : trahissant ainsi en pleine bataille, les objectifs officiels de son parti.

Dans un second temps, le P.C.B. s'est efforcé de promouvoir la candidature d'un paysan-travailleur breton. Moins retentissante, cette candidature permettait encore d'unifier lutte de classes et lutte nationale au moins au niveau de la Bretagne... et d'utiliser les moyens d'information de masse pour défendre les ouvriers et les paysans de toutes les minorités. Là encore, pour des raisons de temps, il n'a pas été possible d'aboutir.

En dernier lieu, après avoir exigé et obtenu que Robert Laffont mette dans son programme le lien nécessaire entre lutte de classes et lutte nationale, le P.C.B., avec Lutte Occitane et d'autres organisations, a soutenu cette candidature. On sait qu'elle a été rejetée par le Conseil Constitutionnel comme portant atteinte à l'Unité de la France. Ce refus jette un jour cru sur la nature réelle de la « démocratie » de la Vème République. Juristes et policiers font front commun contre toute revendication de minorités nationales comme susceptible à terme d'ébranler la solidité du système. Plus que de longs discours, ce geste éclaire les limites réelles de la lutte légale. Il dissipe les illusions électoralistes et montre que sur ce terrain seule la combinaison de formes de luttes diverses peut rendre la parole et le pouvoir au peuple breton.

SONDAGES

DES SONDAGES... ET LE REFUS DE LA CANDIDATURE LAFONT.

Le Conseil Constitutionnel a refusé la candidature Lafont pour les minorités nationales. Elle portait atteinte à l'unité du territoire français, d'après ces messieurs.

Est-ce que ce refus a quelque chose à voir avec les sondages du Ministère de l'Intérieur qui donnait à Lafont :

- au moins 5 % des voix pour tout l'hexagone
- 10 % et plus en Bretagne, en Occitanie, en Corse.
Des scores comme ceux-là, inquiètent !

LA POSITION DES MOUVEMENTS BRETONS

CAB : vote Dumont au premier tour

JPB : abstention

SAV : vote Mitterrand

Stourm Breiz : abstention

UDB : vote Mitterrand

L'HEURE DU CHOIX



DES PAROLES AUX ACTES

L'UDB a créé récemment une Internationale des minorités, création annoncée avec beaucoup de bruit.

L'émotion passée, on peut constater que cette Internationale comprend... 3 mouvements, dont l'UDB. Pas un mouvement des minorités nationales de l'hexagone !

A peine créée, cette Internationale allait avoir à faire face à un problème important : l'attitude dans les présidentielles françaises. L'UDB - seul mouvement pour l'hexagone - a tranché. Entre le candidat des minorités nationales et des luttes de classes et les autres, l'UDB a choisi un candidat... hexagonal et... réformiste ! Il ne faut pas aller contre sa nature !

MERCI MITTERAND !

Le Canard Enchaîné vient de donner quelques précisions sur la candidature Lafont et la position de Mitterrand. « Ne signez pas pour ces candidats. Et si vous avez donné votre signature, retirez-la ».

Ainsi, pas de candidat des minorités nationales ! et quand on pense que l'UDB et SAV votent Mitterrand au premier tour !

VOTE MITTERAND

AU

2^e TOUR SEULEMENT

SANS ILLUSIONS !

Voici l'homme de gauche :

1947 : Ministre du gouvernement Ramadier qui organise la répression contre les ouvriers en avril-mai.

1947 : Ministre des Anciens Combattants, il licencie 23 % de son personnel qui s'était mis en grève.

1948 : Ministre avec Jules Moch, Lacoste, Pinay, collabore à la politique gouvernementale anti-ouvrière : 1041 arrestations, 300 condamnations.

1950 : Ministre avec R. Pléven, Pinay, Mollet E. Faure.

1952 : Ministre avec Pinay et Marcellin

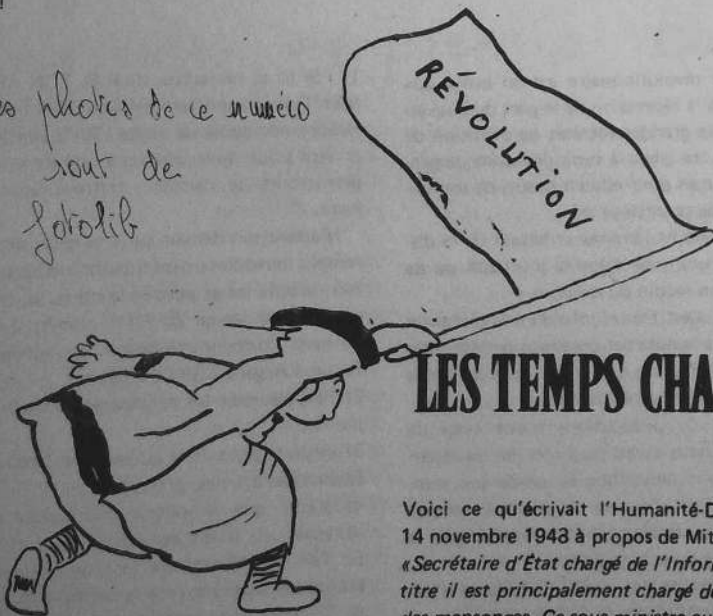
1954 : Ministre avec E. Faure et Pléven

1956 : création du Front Républicain : Parti Radical, SFIO (Mollet) UDSR (Mitterrand), Républicains-sociaux (Chaban-Delmas).

1956 : Ministre de l'Intérieur. Il proclame à propos de l'Algérie « la seule négociation, c'est la guerre », l'Algérie, c'est la France

1957 : Ministre de la Justice. Il fait fusiller 11 militants favorables au FLN.

les photos de ce numéro sont de Jolibert



LES TEMPS CHANGENT

Voici ce qu'écrivait l'Humanité-Dimanche du 14 novembre 1943 à propos de Mitterrand :

« Secrétaire d'État chargé de l'Information. A ce titre il est principalement chargé de la diffusion des mensonges. Ce sous-ministre aux airs de jeune premier fut l'un des premiers vichystes de France.

M. Mitterrand n'est pas un parjure : fidèle à son serment il est toujours dans la tradition vichyste ».

LA RÉALITÉ

DES ÉLECTIONS

Le PCB regrette l'absence d'une candidature des luttes lors de l'élection présidentielle. L'opposition du PSU et de la CFDT ont rendu impossible la candidature de Charles Piaget. C'est donc tout un aspect des formes nouvelles de luttes qui ne se trouvera pas représenté par les candidats des partis traditionnels : Lip, Cerisay, Larzac, lutte des femmes, luttes des minorités opprimées.

L'échec de la candidature Piaget a donc justifié le dépôt d'une candidature minorités nationales. Quelques mouvements - l'UDB en Bretagne - ont préféré soutenir le candidat du programme commun plutôt que Lafont, candidat des minorités nationales. C'est une vieille habitude de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie de nos pays de finir par se rallier à un homme de l'hexagone.

Le Conseil Constitutionnel n'a pas accepté la candidature Lafont au titre des minorités nationales. Il n'a pas accepté non plus celle d'un ouvrier - le seul travailleur manuel parmi les candidats - qui se réclamait du marxisme léninisme. Ce n'est pas un hasard; de pareilles candidatures sont contraires à « l'intérêt national »; entendez, intérêt de la bourgeoisie. Comment s'étonner alors que certains ne voient plus chez nous de solution que par l'action violente ?

C'est pourquoi le PCB utilisera le temps des élections pour faire connaître à tous les Bretons le mépris dans lequel nous tient l'état hexagonal français.

Au deuxième tour, et au deuxième tour seulement, le PCB appellera à voter Mitterand. Le sens de notre soutien doit être clair : nous n'avons aucune illusion

sur Mitterand. Ce n'est pas le socialisme, ce n'est pas l'émancipation des travailleurs. Par contre, son élection pourra ouvrir des perspectives de luttes chez les travailleurs qui voudront obtenir des avantages sur le plan des conditions de vie et de travail. De même, son élection montrera dans la pratique, que les réformistes ne remettent pas en cause fondamentalement la société bourgeoise, que l'exploitation des travailleurs ne diminuera pas avec la victoire des réformistes et que, seule la lutte révolutionnaire permettra à tous les opprimés de faire respecter leurs droits.



CONTACT

La cause bretonne a toujours besoin de militants. Pour gagner, il faut se battre. Discuter de la Bretagne au café du coin ne fait pas avancer grand chose, rester isolé par souci d'indépendance ne sert que la bourgeoisie, il faut se grouper pour agir !

Pour une action efficace, il faut un mouvement avec une ligne politique claire, avec des militants pour faire un travail de base efficace. Debout, BRETONS !

Si tu veux faire quelque chose pour la Bretagne, plus d'hésitations.

Pour le droit des minorités nationales
Pour la Révolution Socialiste
Je désire prendre contact avec le PCB-SKB

Nom Prénom

Adresse

A retourner à

PCB 8 rue d'Argentré 35000 Rennes

La presse révolutionnaire est en butte aux brimades et à la répression de la part du gouvernement et des grandes sociétés de diffusion de presse. En outre elle a à subir des coûts de production énormes pour elle en raison de son faible tirage et de ses ressources.

De plus certains libraires se hâtent de la dissimuler sous une pile d'autres journaux ou de l'isoler dans un recoin du magasin.

Ainsi B.R. s'est trouvé interdit à la diffusion par les NMPP à la suite des pressions de Marcellin en 1968. La diffusion a donc été assurée depuis de manière militante exclusivement.

Nos coûts de productions n'ont cessé de croître, et si nous avons pu éviter de les repercuter sur le prix de vente c'est parce que, contrairement à tant d'autres, nous nous sommes refusés à faire financer notre journal par la publicité. C'est un acte politique.

La quasi totalité des journaux Bretons d'extrême gauche ont disparus. Si B.R. reste aujourd'hui peut être le seul journal de ce type, il le doit pour une part aux sacrifices financiers et matériels consentis par les militants du P.C.B. et d'autre part AU SOUTIEN DE SES LECTEURS.

1) - Si tu es un lecteur de B.R. TON ABONNEMENT nous apportera des liquidités financières, réduira nos coûts de vente (30 % aux libraires) et sera pour nous une certitude de vente nous permettant de calculer notre tirage au plus juste.

N'attend pas demain pour ce geste de soutien, remplis immédiatement le bulletin d'abonnement (ou recopie le) et adresse-le nous, joins au chèque ou mandat de 20 F (10 numéros) à l'ordre du Parti Communiste Breton, à l'adresse P.C.B. 8, rue d'Argentré 35 000 Rennes

2) Fais abonner tes camarades, fais connaître le journal.

3) Informe-nous de ce qui se passe dans ta région. Envoie des articles, photos...

4) Veille que le journal soit visible dans les librairies où il est en vente.

5) Ton aide financière sera de toute façon la bienvenue si tes moyens le permettent.

6) Tu peux aussi créer des dépôts et les renouveler (écris-nous nous t'indiquerons comment) dans ton coin dans les librairies, centres culturels

Si vous pensez que la parution de B.R. est une nécessité politique, aujourd'hui plus que jamais il est nécessaire de nous aider. Comment ?

LA RÉVOLTE

Des employés de banque en grève pendant plus d'un mois; la plupart des grandes banques touchées sauf le crédit agricole; un mouvement qui s'est amplifié et durci, voilà qui devrait donner à réfléchir au gouvernement français. En tous cas, cela n'a pas été sans étonner la population qui n'avait pas l'habitude de voir des «gens si bien habillés» descendre dans la rue et gueuler.

Les revendications des grévistes constituent, bien que tous n'en soient pas conscients, une remise en cause du système capitaliste; et pour beaucoup de grévistes Bretons, ceux qui sont trimbalés un peu partout en France, loin de leur pays, une remise en cause du système centralisateur français.

Leurs revendications, nos revendications, sont les suivantes :

- Augmentation uniforme des salaires et non en pourcentage : L'augmentation en pourcentage favorise en effet ceux qui touchent des gros salaires au détriment de ceux qui sont en bas de l'échelle. Cette revendication anti-hiérarchique est considérée comme «sacrilège» par le patronat.

- Revision du système des promotions : autrement dit, suppression de la politique de la carotte. En effet, il est bien malin le patronat, il laisse miroiter sous les yeux des employés des promotions possibles, ce qui permet d'avoir un personnel sage et obéissant.

- Davantage de congés payés; amélioration des conditions de sécurité.

- Paiement des jours de grève

- Amélioration des conditions de travail : avec la revendication salariale anti-hiérarchique, c'est vraiment la plus importante.

En fait, la banque en général est une vraie caserne : on y trouve l'uniforme (costard et cravate, ou blouse bleue, ou uniforme), discipline et hiérarchie, un «esprit-maison», un travail dont on ignore parfois l'utilité, un système de répression.

Le port du «costard-cravate» est obligatoire ou «fort conseillé» : c'est une contrainte ridicule, mais, voyons, il ne faut pas aller contre l'image de marque de la maison.

Hiérarchie et discipline : que de conneries sous ces deux mots ! Directeur, sous-directeur, chef de service, sous-chef de service . . . ainsi jusqu'aux stagiaires. «Obligation» pour l'employé de s'écraser devant son chef hiérarchique, de subir des vexations, d'obéir bêtement aux ordres, de se bidonner quand le petit chef raconte des histoires drôles . . . !

Le travail est souvent éternel : mécanographie, traitement des chèques; le fait de ne pouvoir sortir d'un bureau sauf pour le repas de midi, tracasseries imbéciles des petits chefs. Le travail des guichetiers est un vrai travail de putain : il leur

est recommandé de ne pas aborder avec les clients des sujets comme la politique et la religion; il leur est fortement conseillé d'abonder dans le sens du client : ne leur a-t-on pas dit d'ailleurs que le client est ROI ! Même chose pour les démarcheurs.

Pour maintenir tout ce monde docile, le patronat utilise avec habileté le système des promotions. Il existe dans l'entreprise banque un esprit de promotion entretenu systématiquement; ce qui fait que pendant des années les employés espèrent, espèrent . . . regardent parfois leurs camarades de travail comme des

concurrents, mais surtout travaillent dur. Et les crevures s'en frottent les mains. Mais attention, «Princes, la troupe est peut-être déjà dans vos cuisines !».

Le crédit agricole mutuel ne s'est pas mis en grève, sauf certaines caisses. Certains employés du C.A.M. ont avancé le prétexte que le C.A.M. n'est pas une banque comme les autres : Heureusement que le ridicule ne tue plus ! Le problème est autre, c'est un problème général mais qui est surtout accentué au C.A.M. en Bretagne : on va jusqu'au Bac, ou on fait en plus un ou deux ans de Fac, ou bien on est à la ferme, et on est obligé de chercher du boulot, et du boulot, il n'y en a pas beaucoup en Bretagne. Aussi, ou bien on fout le camp, et hélas beaucoup s'en vont, ou bien on essaye de rester dans le pays et, un jour, il arrive qu'on soit embauché par une entreprise qui s'appelle CRÉDIT AGRICOLE ou CRÉDIT MUTUEL DE BRETAGNE . . . Alors, c'est l'euphorie, on est ARRIVÉ, on porte la cravate, on a un salaire pas trop mal, comparé aux autres emplois dans le pays; et finalement on devient un aveugle. Camarades, il est temps de vous réveiller : le moment n'est plus aux agenouillements, il est aux poings levés. War Sav !

Un employé de banque.

Lycéens apprentis contre la loi Fontanet.

Fontanet doit présenter devant l'Assemblée, en avril ou en mai, son projet de loi portant réforme de l'enseignement secondaire. Les bouleversements résultant de la mort de Pompidou feront que ce projet sera peut être reporté.

Quoi qu'il en soit, les lycéens et les apprentis n'ont pas attendu la discussion à l'Assemblée pour s'opposer à la loi : assemblées dans les établissements, débrayages, grèves, manifestations ont eu lieu pendant le mois de mars pour sensibiliser l'opinion à ce projet réactionnaire.

Qu'est-ce qu'en fait le projet Fontanet ? C'est l'application des intentions du patronat en matière d'éducation. Pour le patronat, il y a trop d'étudiants, trop de diplômés. Cet état de fait est un gâchis, c'est perdre de l'argent. En vérité, le problème pour le gouvernement et le patronat, c'est celui des débouchés. La bourgeoisie actuellement ne peut plus offrir aux diplômés les situations privilégiées qui étaient celles des gens issus de l'enseignement supérieur auparavant. Il y a encore 10 ans, les diplômés de l'enseignement supérieur pouvaient espérer trouver une situation avec leurs diplômes : situation qui les classait dans les gens privilégiés par leurs conditions de travail et leurs salaires.

Maintenant ce n'est plus possible. L'activité économique de la France est plus limitée : la concurrence étrangère, la perte des colonies font qu'on ne peut plus assurer à tous les diplômés des situations favorables. Donc, il faut limiter le nombre de jeunes qui pourraient accéder à l'enseignement supérieur.

La technique mise au point par Fontanet et le patronat est simple : plusieurs paliers d'orientation qui permettent «d'évacuer» les élèves «faibles», un renforcement des matières et du nombre d'heures de cours, un bac guillotine à la fin des études secondaires (bac dont l'obtention ne suffira pas pour l'accès à l'enseignement supérieur). Toutes ces orientations, tous ces examens se font sur le critère des notes, ce qui donne une idée de la valeur des jugements portés sur l'élève.

Donc, on ferme le plus possible l'accès à l'enseignement supérieur et pour ceux qui veulent réussir, il faudra bachoter dès la seconde, puisque les notes vont prendre une importance particulière. Le résultat est intéressant pour le patronat : pas trop d'étudiants donc moins de chômeurs diplômés; il est intéressant pour la bourgeoisie : les élèves vont être obligés

de passer beaucoup plus de temps sur les matières, ils seront occupés et ne bougeront plus.

Ce projet s'accompagne d'une reprise en main des établissements par un renforcement des pouvoirs des chefs d'établissements.

Mais, voilà, les élèves se sont déjà opposés à ce projet de loi qui accentue la sélection. Alors qu'on pensait que la loi ne ferait pas problème puisqu'elle s'appliquera seulement en 1978, les élèves ont réagi dès 1974.

La Bretagne a été secouée par ces actions et la répression ne s'est pas fait attendre : fermetures d'établissements, renvois d'élèves, appel aux flics pour faire évacuer le lycée du Vau Meno à St Brieuc. Dans la lutte un point positif à remarquer : l'importance de la participation des CET dans le combat. On peut dire que le technique (lycées - CET) a joué un rôle déterminant cette année dans la lutte.

Cette lutte a été le fait des élèves regroupés autour des Comités de Lutte, ou des Comités d'Action. L'UNCAL (organisation du PCF dans les lycées) a suivi, mais a souvent été dépassée par les événements quand elle n'a pas pu empêcher la lutte.

PÉDERNEC : LE TEMPS DU MÉPRIS

Après 14 semaines de grève, un accord semblait probable dans le conflit des abattoirs Doux à Pédernec. En fait, au moment de la signature du protocole d'accord, le patron Doux annonçait qu'il ne pouvait faire repartir la production que le 13 mai. Soit près de 2 mois supplémentaires sans travail.

La colère des travailleurs face au mépris du patron s'est exprimée par la volonté d'être chômeurs actifs. A l'intransigeance du patron, les travailleurs ont répliqué en popularisant l'attitude de Doux; des tracts, des affiches ont été édités, des manifestations à St Brieuc, à Guingamp, à Port-Launay ont eu lieu.

Que prouve l'attitude de Doux ? qu'il existe en Bretagne beaucoup de patrons qui se croient des seigneurs parce qu'ils ont le pouvoir économique, ça ne leur plaît pas de voir les ouvriers de se révolter contre l'exploitation qui est la leur; ça ne leur plaît pas de voir les ouvriers bretons relever la tête. Alors quand ils sont obligés de céder, ils se vengent comme ils peuvent.

Doux peut redonner du travail, il y a des dizaines de milliers de poulets, mais il préfère les envoyer sur d'autres usines.

Comment ne pas comprendre la colère légitime des travailleurs face au mépris des patrons ?

Comment s'étonner alors des attentats contre les bâtiments ou les propriétés des patrons ?

A Port-Launay dans le Finistère, les ouvriers ont appris, à la mi-mars, la fermeture d'une partie de l'usine Négobeureuf pour le 1er avril, fermeture qui sera totale le 31 octobre.

Le résultat d'une pareille mesure, c'est la perte d'emploi pour une soixantaine d'ouvriers, c'est aussi l'obligation pour les producteurs de lait de fournir leur lait à d'autres sociétés : Gilap, Négo Carhaix, Le Gall...

C'est aussi un problème pour beaucoup de producteurs, en particulier les petits. Des entreprises comme Gilap n'accepte pas les petits lots de lait : il faut un minimum de 60 litres.

Face à cette situation qui touche dès le 1er avril 25 personnes, la CFDT propose aux producteurs de lait une lutte commune pour le maintien de l'usine avec comme objectifs : pas de démantèlement, pas de licenciements.

Seule une action coordonnée pourra permettre d'assurer l'emploi des salariés de Négo et la survivance des petits producteurs.

Face à la concentration patronale, les travailleurs trouvent le sens de la lutte par la solidarité ouvriers-paysans. Cet exemple qui confirme d'autres luttes montre la prise de conscience des travailleurs bretons de l'identité de leurs intérêts face aux patrons.

De la solidarité à la base naît l'affirmation des exploités face aux exploités. En Bretagne, c'est par l'unité qu'on pourrait vaincre. Unité à la base en priorité, plutôt que par des déclarations d'appareils syndicaux et politiques qui restent lettre morte.

Ouvriers-paysans, tous unis contre l'exploitation capitaliste.

Appel du Comité de Soutien de GUINGAMP et de l'Union Locale C.F.D.T. GUINGAMP.

Nos camarades de Pédernec, après 14 semaines de grève, se voient imposer par le patron, à titre de représailles, 2 mois de chômage : jusqu'au 13 Mai.

D'autre part, 4 d'entre eux viennent de recevoir une lettre de licenciement, 2 pour avoir sorti quelques poulets d'une chambre froide (ils sont accusés d'effraction, de détérioration de matériel et de tentative de vol), les 2 autres parce qu'ils auraient pénétré dans la maison de Garel, Directeur de Pédernec.

En outre, des menaces planent sur plusieurs autres, notamment sur les délégués syndicaux, à la suite d'une randonnée à Plouray.

Enfin, le procès de l'ouvrier responsable de l'incendie d'un camion a eu lieu (20.000,00 F à trouver !).

Le soutien aux camarades en chômage forcé, les frais de procès, exigent que tous les Comités de Soutien, toutes les sections syndicales, trouvent le plus rapidement possible les fonds nécessaires. Nous proposons à tous les camarades d'accord avec la lutte de Pédernec de verser toutes les semaines une somme fixe de 10 F par exemple ou 1 % du salaire.

Le Comité de Soutien de Guingamp suggère d'autre part que soient organisés partout et au plus vite des fêtes, des collectes, des souscriptions. Les fonds recueillis doivent être adressés au :

Crédit Agricole GUINGAMP CCP 7 - 66 Rennes (C.R.C.A. No 10.044.33.4 Soutien aux grévistes de Pédernec

au :

Crédit Agricole GUINGAMP CCP 7 - 66 Rennes (C.R.C.A. No 10.044.33.4 Soutien aux grévistes de Pédernec).

Nous espérons que vous ferez le maximum, ne soyez pas négligent en cette période, nos camarades ont en face d'eux un patron de combat et ses solides alliés (1) ... et ils sont seuls !

(1) Doux, patron colonialiste, ancien colon marocain, connaissant bien par expérience les méthodes pour casser du colonisé...

Garel, garde-chiourme de l'usine de Pédernec dont la haine du travailleur et tout particulièrement du travailleur breton est bien connue.

Les pouvoirs publics (le Préfet du Finistère est un ami de Doux) qui refusent de reconnaître le chômage technique des ouvriers de Pédernec. Ils veulent les obliger à chercher du travail ailleurs. Ils veulent vider l'usine de ces prolétaires qui ont osé lever la tête et les remplacer par des Turcs, des Portugais ou autres travailleurs immigrés plus faciles à exploiter, comme cela se fait déjà à Port-Launay.

Laisserons-nous Doux chasser les ouvriers Bretons de Bretagne ?



BIG DUTCHMAN : LA VALISE

On se souvient des travailleurs de cette entreprise qui firent grève 9 semaines en 1973, pour obtenir de justes revendications. L'entreprise, filiale d'une société hollandaise, elle-même filiale d'une société américaine, vient de laisser entendre qu'elle pourrait fermer ses portes et transférer ailleurs ses ateliers.

Pourtant, le travail ne manque pas, pourtant 60 travailleurs vivent à Saint Carreuc et aux alentours de cette activité. Cela ne gêne pas la direction, la rentabilité passe d'abord, pour les patrons. Là encore, après avoir empoché force primes et subventions, les patrons s'envolent vers d'autres ceixu pour profiter des mêmes avantages.

Avec les travailleurs de Big Dutchman, les Bretons lutteront pour le droit au travail au pays.

DÉMANTELEMENT A CHAFFOTAUX

A St Brieuc, des menaces de démantèlement pèsent sur l'usine Chaffotaux. La direction veut transférer un atelier à Chartres.

Le problème est important car Chaffotaux est en quelque sorte l'entreprise pilote pour St Brieuc et sa région, entreprise de plus de 1800 personnes, les avantages qu'elle accorde aux ouvriers servent de référence dans les revendications des autres boîtes.

Que veut faire la direction ? Transférer une partie de la fabrication, en particulier celle du chauffe-eau électrique, à Chartres, pour éviter des coûts de transport. Cette intention avait déjà été la sienne en 1973, quand la direction a transféré le magasin de produits finis à Chartres; maintenant c'est l'atelier des accumulateurs électriques qu'elle veut envoyer à Chartres. Pour aggraver la situation, la direction annonce

qu'une partie de la sous-traitance que Chaffoteaux assurait lui-même, va être refile à d'autres boîtes. Ainsi, d'ici quelques temps, ce sont plusieurs centaines d'emplois qui sont menacés (500 environ). Chaffoteaux a donc profité pendant quelques années des subventions pour création d'emplois, de crédits pour s'agrandir puis quand il voit un intérêt financier autre, il l'abandonne au personnel devenu encombrant.

Cette position du patronat qui s'implante ou qui agrandit ses usines en Bretagne est courante; on profite des subventions puis une fois engraisé, on va ailleurs refaire le même coup. Qui fera croire que le coût du transport est déterminant pour une société comme Chaffoteaux qui est une des toutes premières du foteaux qui est une des toutes premières au monde pour la fabrication des chauffe-eaux, produits de grand rapport financier pour le producteur ?

Est-il normal que la volonté d'augmenter les profits de la part du patronat puisse se traduire par la perte d'emploi de ceux qui, en fait, assurent la production de l'usine ?

SAMBRON : MACHINATION PATRONALE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Sambron est cette entreprise de Pontchâteau, en Loire-Atlantique, où en 1971, un conflit dura deux mois avec occupation de l'usine.

Forcé de lâcher des avantages, le patron, style patron de droit divin, sénateur-maire, n'avait jamais accepté les faits, dès la reprise du boulot, la répression s'installe : encadrement forcé, surveillance des délégués, mutations, etc.

En février 73, des débrayages ont lieu et se prolongent pendant 2 mois. Encore une fois, la direction ne veut plus entendre parler de négociation.

Le 20 mars 74, alors qu'une réunion syndicats-patrons a lieu, les travailleurs débrayent et attendent le résultat à l'extérieur des grilles de l'usine. Les syndicats sortent et donnent le résultat des discussions : négatif ! Les travailleurs demandent aux délégués de retourner discuter.

Pendant ce temps, les cadres et la direction sortent. Mais, à mi-chemin, la direction fait demi-tour; les cadres sortent librement. La direction fait constater par un huissier, présent à l'avance, qu'il y a séquestration.

Puisque la direction était là, les discussions reprennent par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail. Elles se terminent à 22 heures et les travailleurs s'en vont à minuit.

Deux jours plus tard, surprise : à 6 h 30 du matin, 13 militants (12 CFDT - 1 CGT) reçoivent la visite de la police à leur domicile pour interrogatoire : La direction a porté plainte pour séquestration !

Les patrons ont peur des travailleurs. Pour se faire protéger, ils utilisent leur police.

Soyons tous solidaires des militants syndicaux victimes de la répression patronale.

TRIGANO : PROFITEUR

La SEMM, entreprise de construction de caravanes, située à Trignac (banlieue de St Nazaire), est occupée depuis le 1er mars par les travailleurs, à la suite d'un vote favorable à 95 %.

Que se passe-t-il à la SEMM ?

En 1971, Trigano achète la SNIAS (où l'état était majoritaire), une usine de fabrication de caravanes; l'affaire était bonne pour Trigano : subventions pour création d'emplois, aide au développement, exonération de patente pendant 5 ans, emplois sous-rémunérés. L'entreprise est viable : le marché de la caravane est en constante augmentation : plus 15 % à 20 % par an.

Dès 1973, des bruits alarmistes courent au sujet du maintien de l'activité de l'usine. Les syndicats demandent des garanties à la direction et aux pouvoirs publics (qui sont restés actionnaires pour 20 %). Ceux-ci déclarent qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter, que les difficultés sont passagères. Pourtant des licenciements et des compressions d'horaires ont lieu.

Début 1974, la direction annonce son intention de licencier les 630 travailleurs de la SEMM, plus de 160 intérimaires. En fait, cette fermeture toucherait encore 5 à 600 personnes employées dans les boîtes qui font de la sous-traitance pour la SEMM.

La fermeture de la SEMM et la perte de travail pour 1200 personnes s'inscrit dans une situation de l'emploi difficile dans le département. En effet, 1200 travailleurs sont chercheurs d'emplois dont 45 % de femmes de moins de 24 ans et 60 % de jeunes; des licenciements collectifs ont lieu chez Carnaud, à Brenner Outillage; des centaines d'emplois ont été supprimés à Babcock Atlantique, au Tricotage de Belligné...

Face à ce problème, Trigano ne veut pas revenir sur sa décision. La raison ? Trigano compte relancer son activité de construction de caravanes à Tournon en Ardèche où il implante une usine de 400 personnes. Pourquoi ? pour refaire le même coup qu'à Trignac, c'est-à-dire recevoir des subventions pour création d'emplois, une exonération de patente et trouver de la main d'œuvre à bon marché. Pendant ce

temps là, un groupe capitaliste le groupe Garnier se propose de racheter l'usine et les terrains de Trignac pour son compte : il pourrait employer du personnel de la SEMM. Le gouvernement donne son accord à cette solution.

Mais les travailleurs de la SEMM que deviennent-ils ?

Trigano et les pouvoirs publics s'en foutent complètement. Aussi, depuis le 1er mars, les travailleurs occupent l'usine. Des journées « portes ouvertes » ont eu lieu, qui ont amené des milliers de personnes, également des manifestations et des meetings. Mais Trigano ne bouge pas pour le moment. La solidarité s'organise :

soirées de soutien, tombolas. Les paysans sont venus apporter des produits, ont vendu de la viande au prix de la ferme. Les paludiers sont venus apporter leur soutien, eux qui connaissent des problèmes sérieux aussi. Un problème toutefois : la popularisation de la lutte n'a guère dépassé le cadre du département et encore. L'isolement des travailleurs est donc important. La lutte des travailleurs de la SEMM de Trignac, montre bien la réalité de l'industrialisation en Bretagne : usines pirates attirées par les subventions, les primes et les bas salaires; usines qui s'en vont dès qu'il y a du fric à faire ailleurs.

La lutte de la SEMM continue, soyons solidaires.



LIP : TOUJOURS UN EXEMPLE

Après 11 mois de conflit, les travailleurs de Lip ont repris le travail. Pas tous, la rentrée se fera par étapes. Les premiers sont rentrés le 11 mars; les autres rentreront en mai, en août, tout le monde en décembre. Tout cela dans le respect des principes qui ont dirigé la grève : non au démantèlement, non aux licenciements, respect des avantages acquis.

BR, conscient du rôle exemplaire de la lutte des Lip, pour l'ensemble des travailleurs dans le monde, a interviewé des travailleurs de Lip. Fidèles à notre position, nous consacrons une page du journal comme tous les BR depuis avril 1973, à la lutte des Lip, page où nous laissons la parole aux LIP.



Pour ce qui est du contenu, après quelques hésitations on a réussi à trouver la bonne formule. Pas de maître et d'élèves. On prend un sujet, on en discute et le prof est là pour donner des indications plus complètes que ce qu'on sait. Où ça nous a appris pas mal de choses, c'est en économie. Les systèmes économiques, l'inflation, les sociétés multinationales, autant de choses qui nous serviront dans les luttes à venir pour l'analyse.

BR : Alors, les accusations de la CGT sur l'accord de Dôle, c'est du flan ?

Les LIP : *Bien sûr et même on peut dire que Krasucki (le secrétaire de la CGT) est une sacrée fripouille. Pendant toute la bagarre, à Lip, dans le département, au niveau national, la CGT a freiné la lutte. Parce qu'elle ne lui plaisait pas. Parce que c'était les travailleurs tout seuls qui menaient la lutte. Ils ont essayé de faire avaler les propositions Giraud en octobre, qui étaient à l'opposé de nos revendications. Et quand on obtient quelque chose, ils font la fine bouche ! En plus, Krasucki a trouvé le moyen d'écrire dans la « Vie ouvrière » de février (le journal de la CGT) que rien de concret n'existait pour les travailleurs qui n'étaient pas repris immédiatement. Alors que les textes signés par tous les syndicats prévoient une garantie de salaire et une assurance formelle d'emploi pour tous ! Faut pas manquer de souffle ! A Dijon, avec Giraud, ils étaient prêts à signer du vent, quand on a du concret, ils refusent de l'admettre ! Et puis, il y a les tracts dégueulasses dans toutes les boîtes en France, faits par la CGT en disant que LIP c'était râté. Ça on ne l'oublie pas.*

BR : L'éparpillement actuel des travailleurs ne risque-t-il pas de nuire aux luttes pour la suite ?
Les LIP : *On ne le pense pas et de toute façon, on s'est organisé. On a gardé une permanence à la Maison pour Tous à Palente. On continue à tirer un petit bulletin de liaison entre nous et on fait une assemblée générale du personnel une fois par semaine. Là-dessus, la solidarité de 11 mois de lutte ne risque pas de s'effriter. La meilleure preuve : le 11 mars quand les 140 sont rentrés, on est venu à plusieurs centaines avec eux à l'usine et il y avait des gars des autres boîtes de Besançon. L'ambiance était sensationnelle.*

BR : Et la lutte, comment la voyez-vous maintenant ?

Les LIP : *Pour le moment, il s'agit de surveiller la stricte application de l'accord de Dôle, donc assurer notre victoire. Pour la suite on verra suivant la situation.*

Mais la lutte a déjà repris. Dès le jour de la rentrée, les affiches ont refléuri dans l'usine. Et puis, à Ornans, au secteur machines-outils, où la CGT et FO avaient appelé à reprendre le boulot, ça boute. Les gars sont loin d'avoir eu nos avantages en écoutant la CGT et FO, alors, ils viennent de monter une section CFDT parce qu'il n'y en avait pas.

Croyez-nous, LIP ça repart et on continuera à se battre.

LIP : 327 JOURS DE LUTTE.

17 avril	annonce des licenciements et du démantèlement.
12 juin	grève, occupation, séquestration des administrateurs, stocks de montres mis de côté par les travailleurs
18 juin	La production de montres commence.
2 août	Première paie ouvrière
7 août	Rencontre avec Giraud
29 Septembre	100 travailleurs de Besançon avec Lip
12 octobre	78 % des travailleurs refusent le plan Giraud
14 Décembre	Charbonnel parle d'un plan de relance
14 Janvier	Charbonnel accepte le plan de relance
29 Janvier	signature de l'accord de Dôle
11 mars	première rentrée de Palente

BR : Camarades, considérez-vous l'accord de Dôle comme une victoire des travailleurs ?

Les LIP : *Incontestablement. Les trois revendications initiales de notre lutte sont obtenues : non au démantèlement, pas de licenciement, respect des avantages acquis. L'usine de Palente gardera les activités d'horlogerie, de mécanique, d'équipements civils et militaires. Seul Ornans a redémarré avec la complicité de la CGT et de FO.*

A la fin de l'année, tout le monde sera repris d'après le texte signé par les syndicats et la direction. Pour ce qui est des avantages acquis, les salaires seront basés sur ce qu'ils auraient dû être en juillet 1973 sans le conflit, les avantages d'ancienneté sont maintenus.

Donc, dans l'ensemble, on peut dire que la victoire est totale, mais nous restons vigilants.

BR : Que deviennent les travailleurs qui ne sont pas repris immédiatement ?

Les LIP : *Ceux qui ne reprennent pas immédiatement vont bénéficier de stages de formation professionnelle. Ces stages se dérouleront dans les établissements scolaires de Besançon; certains ont déjà commencé, d'ailleurs. Pendant le stage, nous recevons notre salaire intégral et les avantages familiaux. Pas de perte d'argent.*

BR : A quoi servent ces stages ? Comment sont-ils réalisés ?

Les LIP : *Deux sortes de stages, en fait : certains d'ordre général, les autres plus spécialisés.*

Ce qu'il y a de bien, c'est qu'on a donné notre avis sur le contenu. Pas question de retourner s'emmerder sur les bancs d'école ! On doit dire que cette idée coupait les jambes à pas mal de travailleurs. Alors, on a discuté du contenu et des méthodes pendant les stages. Cela a été facilité par le fait que des enseignants de la CFDT (SGEN - CFDT) se sont mis dans le coup dès le départ.

Mais ça ne s'est pas passé tout seul. D'abord, l'inspection d'Académie a saboté l'organisation; beaucoup de chefs d'établissement n'étaient pas chauds pour recevoir des ouvriers dans leur boîte. Et puis, nous, on ne voulait pas que les cours aient lieu le soir, on voulait travailler comme au boulot.

BR : Et maintenant qu'en est-il ?

Les LIP : *L'inspecteur d'académie qui nous avait envoyé faire les stages dans des endroits éloignés de nos habitations a dû faire marche arrière. On va aux stages le plus près possible de chez nous.*

LIVRES A LIRE

Dans cette rubrique BR présente l'analyse de certains ouvrages qui présentent un intérêt politique. Trop souvent, le mouvement breton se caractérise par la faiblesse de sa réflexion théorique.

Voici quelques ouvrages qui permettent, à ceux qui le voudront bien, de parfaire leurs connaissances théoriques.

A propos de Gramsci, deux ouvrages : « Lire Gramsci », « Pour Gramsci ».

Nous présentons ces deux ouvrages à propos de Gramsci car ils permettent aux lecteurs de comprendre la référence du PCB à Gramsci en particulier dans le numéro spécial de BR sur l'autogestion.

Un bref rappel sur Gramsci. Né en 1891 en Sardaigne, Gramsci se signala par son action lors du mouvement des conseils d'usines à Turin; dirigeant du PCI; député en 1924; emprisonné en 1926, il mourra en 1937, un an après sa libération.

Militant antifasciste, opposant à Staline dès 1935, Gramsci est aussi un théoricien à l'égal de Lénine.

« Lire Gramsci » - D. Grisoni, R. Maggiori - Editions Universitaires. L'intérêt de cet ouvrage est de présenter les modalités pratiques du passage révolutionnaire au socialisme dans les pays à capitalisme avancé tel que le conçoit Gramsci. L'analyse de Gramsci s'articule autour de trois thèmes : l'état, les intellectuels, la voie révolutionnaire.

1) Pour Gramsci, l'État, dans les pays de capitalisme avancé, se compose d'une société politique et d'une société civile. La société politique correspond à la fonction de « domination directe » ou de commandement (institutions, justice, armée). La société civile est « l'organisation matérielle destinée à maintenir, à défendre et à développer le front théorique et idéologique ». Cette société civile comprend trois grandes institutions : l'église, l'école, la presse.

Dans nos pays de « type libéral », le régime « démocratique » repose sur un équilibre harmonieux des deux sociétés, équilibre entre hégémonie (société civile) et dictature (société politique). Pour que ces deux sociétés restent homogènes, il faut un « ciment », ce ciment est possible grâce à une couche sociale particulière, les intellectuels.

2) Le rôle des intellectuels est chez Gramsci celui du ciment. Dépositaires et producteurs de l'idéologie, ils sont les organes de coordination du système étatique et l'élément de cohésion du « bloc historique ». Ce concept fondamental de bloc historique mérite d'être expliqué. Pour Gramsci, il y a bloc historique « lorsque l'hégémonie d'une classe sur l'ensemble de la société se trouve réalisée », c'est-à-dire, lorsque la classe dominante impose par la persuasion permanente la reconnaissance que ses intérêts particuliers valent pour l'ensemble des classes sociales.

Les fonctions de l'intellectuel sont donc à l'organisation de la base économique (techniciens, ingénieurs, technocrates); la production d'une « philosophie » de la classe dominante (écrivains, artistes); la gestion de cette hégémonie de la classe dominante en provoquant le consensus des classes subalternes (enseignants); la législation de la discipline sociale qui est présentée comme un acte « naturel » (fonctionnaires).



3) Gramsci, considérant cette « aberration de la raison », c'est-à-dire qu'une classe sociale exploitée, dominée, parvienne à accepter et même à gérer son exploitation et sa domination, propose des éléments de théorie et de pratique d'une voie révolutionnaire en Occident.

Pour Gramsci, le prolétariat, pour devenir hégémonique doit être capable de former une société civile apte à supplanter celle de la bourgeoisie, soit en l'assimilant, soit en la détruisant.

Le parti révolutionnaire est nécessaire, c'est lui qui doit être l'organisateur de l'hégémonie du prolétariat. Son principal front sera de s'emparer de la société civile.

La stratégie révolutionnaire en Occident est différente selon Gramsci, de l'expérience russe. A la lutte armée militaire, il convient d'adjoindre la lutte idéologique afin de briser l'« consensus » qui lie les exploités aux exploités. Ce travail est particulièrement difficile en Occident parce que « l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat a été en s'intensifiant... parce que le développement du capitalisme a déterminé non seulement la formation de larges couches prolétariennes mais aussi, et par là-même, créé la couche supérieure, l'aristocratie ouvrière et ses annexes de bureaucratie syndicale et de groupes sociaux démocrates ».

« Pour Gramsci » - M.A. Machiocchi - Editions du Seuil.

M.A. Machiocchi avait déjà une solide réputation de non conformiste dans le mouvement ouvrier. Ses deux premiers ouvrages : Lettres de l'intérieur du Parti et surtout de la Chine, avaient empêché de dormir les révisos du PCI et du PCF. Le PCF poussant le ridicule jusqu'à interdire la vente de son ouvrage De la Chine, à la Fête de l'Humanité !

Le livre que Machiocchi vient de sortir sur Gramsci est dans la lignée. L'œuvre de Gramsci est replacée dans le contexte du mouvement ouvrier international. Machiocchi voit en Gramsci l'héritier direct de Lénine, le « Lénine d'aujourd'hui » comme elle le dit dans son ouvrage.

En dehors de cette remise en place de Gramsci dans le mouvement ouvrier, l'intérêt de l'ouvrage de Machiocchi réside dans le fait qu'elle fait un rapprochement entre Gramsci

et la pensée de Mao Tsé Toung. A travers l'analyse de l'alliance du prolétariat et des paysans, à travers le rôle des masses qui sont appelées à faire la révolution et non le parti et le syndicat, à travers le rapport ville campagne, à travers le rôle de l'intellectuel dans la voie révolutionnaire, à travers l'analyse du travail manuel et du travail intellectuel, Machiocchi affirme l'identité de pensée entre Gramsci et Mao Tsé Toung. A cet égard, le livre aura donc un aspect positif s'il permet la réflexion théorique en Occident en dehors des esprits sectaires des groupuscules.

Le corps de l'ouvrage présente les positions de Gramsci sur la révolution, sur les intellectuels, sur les notions d'hégémonie et de bloc historique. Ces notions ont déjà été présentées dans l'ouvrage précédent, nous n'y reviendrons pas.

Par contre, deux chapitres méritent une attention particulière, le Mezzogiorno et la question méridionale; il s'agit pour Gramsci d'expliquer les chemins d'une voie révolutionnaire dans le sud réactionnaire de l'Italie.

Gramsci présente le Mezzogiorno comme une région complètement distincte du reste de l'Italie, ayant ses caractéristiques propres, subissant une exploitation de type colonial. Face à cette situation, Gramsci propose la constitution d'un bloc historique : classe ouvrière, paysans, intellectuels, dans lequel la classe ouvrière a un rôle hégémonique. Mais pour que cette hégémonie existe, il faut encore que la classe ouvrière « soit en mesure de gouverner en tant que classe, elle doit se défaire de tout corporatisme résiduel, de tout préjugé ou résistance syndical ». Cette méfiance de Gramsci vis à vis des tendances corporatistes du syndicalisme, tendances renforcées par la direction des syndicats ouvriers, par l'aristocratie ouvrière, on la retrouve dans tous ses ouvrages.

A cet égard Machiocchi fait un parallèle intéressant avec la « surdité » des organisations syndicales en France; elle prend pour exemple - choisi en référence à l'analyse de la situation de Mezzogiorno - l'attitude de la CGT et de la CFDT au Joint Français quand les paysans pendant la guerre du lait se sont vus bloquer tout soutien ouvrier par les syndicats alors qu'ils avaient soutenu eux, le Joint en lutte.

La création en Bretagne de comités ouvriers-paysans dans les luttes s'inscrit pour Machiocchi dans la ligne de pensée de Gramsci sur la question méridionale.

L'intérêt du livre est de donner après la présentation des thèmes de pensée de Gramsci quelques textes de l'auteur en particulier celui sur la question méridionale.

CRÉATION DU P.C.S.

(partitu corsu per u socialisemu)

Nous, patriotes, hommes et femmes socialistes corses, issus du P.P.C. considérant que le mouvement autonomiste est actuellement la seule voie de salut du peuple corse, considérant que le devenir du peuple corse ne sera pleinement assuré que par l'instauration du socialisme auto-gestionnaire, et constatant que ce courant n'est représenté par aucun parti ou tendance, et pas même par le PPC, avons décidé pour défendre cet idéal, d'unir nos efforts dans le PCS.

Nous appelons les patriotes socialistes auto-gestionnaires à rallier nos rangs afin que le plus tôt possible se réalise la restitution de ses moyens de production et d'échange au peuple corse qui deviendra ainsi vraiment responsable de son destin.

Par cette restitution seulement pourra s'épanouir la société harmonieuse à laquelle nous aussi, hommes et femmes de corse, sommes en droit de prétendre.

Eviva u socialisimu corsu !

IRLANDE : TOUJOURS LA CONFUSION

Dans le dernier numéro de BR, nous signalions l'absence de perspectives en Irlande du Nord; la situation n'a guère évolué.

Les élections au parlement anglais ont venues confirmer nos suppositions. On a assisté à un raz de marée des forces protestantes extrémistes. Le parti protestant «modéré» de B. Faulkner n'a pas fait la moitié des voix chez les protestants. Comme nous le pressentions on assiste donc à la poussée de l'extrême-droite fasciste protestante. Les dernières déclarations du mouvement extrémiste UFF n'ont rien de rassurant : il s'agit bien d'asseoir définitivement la suprématie protestante en Irlande du Nord sans changement par rapport à l'exploitation traditionnelle des catholiques.

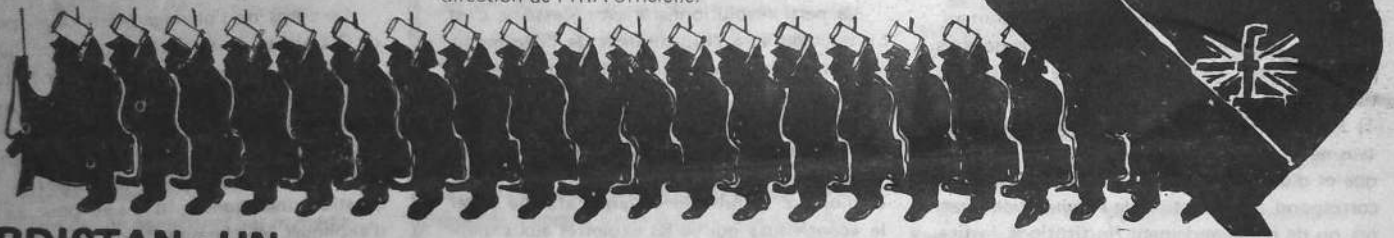
Côté catholique, les élections ont confirmé aussi nos dires. Le SDLP, parti catholique modéré, a recueilli la majorité des voix catholiques. Ce parti réformiste a su attiré à lui beaucoup de voix catholiques en l'absence de perspectives politiques de la part des organisations catholiques engagées.

L'IRA officielle présentait 4 candidats; les scores réalisés sont faibles et cet échec va sans doute relancer le débat à l'intérieur de ce mouvement entre les deux tendances; la victoire spectaculaire des extrémistes protestants sur les «modérés» protestants va poser problème à la direction de l'IRA officielle.

Quant à l'IRA provisoire, elle était contre la participation à ces élections qui ne pouvaient rien apporter de nouveau en Irlande du Nord. Un seul candidat a réuni un score relativement élevé, mais en dessous des scores du SDLP; il est vrai qu'il n'y a pas de véritable campagne de l'IRA provisoire.

La situation semble donc bloquée en Irlande du Nord. M. Wilson annonce des mesures énergiques pour que la situation politique s'améliore. Nous verrons comment les sociaux démocrates s'y prendront pour préserver les intérêts de la bourgeoisie anglaise.

A long terme, la situation en Irlande du Nord est liée à celle du Sud. Tant qu'il n'y aura pas de mouvement révolutionnaire pour une réunification de l'Irlande - réunification qui respecterait les droits des protestants - les militants du Nord sont condamnés à l'activisme ou au réformisme.



KURDISTAN : UN NOUVEAU CONFLIT ?

Rien ne va plus entre les Kurdes et les Irakiens. Le problème ne date pas d'aujourd'hui puisque depuis plus de 15 ans, les Kurdes ont eu à se battre contre les Irakiens pour préserver leur identité.

Ce combat des Kurdes est exemplaire car depuis des siècles, le peuple kurde a dû se battre contre les oppresseurs tur, syrien et irakien.

Peuple qui possède sa langue, sa culture, ses institutions politiques, les Kurdes ont été l'objet au cours de l'histoire, de la persécution de leurs voisins.

En Irak, pendant de nombreuses années, les Kurdes se sont battus les armes à la main pour préserver leur autonomie. L'armée irakienne, pour venir à bout de la résistance kurde, a utilisé les mêmes méthodes que l'armée américaine au Viet Nam : napalm contre les villages révoltés.

Si un cessez-le-feu est intervenu, le problème n'était pas réglé en profondeur; il vient de rebondir avec la proposition du président irakien d'une nouvelle loi sur l'autonomie, loi qui passe sous silence la question du pétrole qui se trouve sur le territoire kurde.

Or, au moment du cessez-le-feu, le compromis s'était rétabli sur le principe de l'autonomie du peuple kurde, le droit à sa culture populaire et une part des revenus du pétrole extrait du territoire kurde. Il semble bien que l'Irak ne veuille plus entendre parler de partage du

pétrole.

Les Kurdes dénoncent donc cette exploitation de leurs richesses par l'Irak et refusent d'accepter la nouvelle loi. Faudra-t-il encore que les Kurdes reprennent les armes contre l'Irak pour obtenir leurs justes droits ?

MANIFESTE DE L'E.C.T.

Esquerra Catalana dels Treballadors (Gauche Catalane des Travailleurs) Catalogne Nord.

- 1) - La Gauche Catalane des Travailleurs (ECT) est un parti politique révolutionnaire qui lutte pour l'émancipation nationale et sociale du peuple travailleur nord catalan.
- 2) - L'ECT considère que l'oppression culturelle, sociale économique de type colonial de la Catalogne Nord est caractéristique d'une situation d'oppression nationale.
- 3) - La lutte de l'ECT fait partie du mouvement de libération nationale des pays catalans (1).
- 4) - Pour l'ECT, l'émancipation nationale implique la libération économique sociale et culturelle donc politique.

socialisme des travailleurs nord-catalans.

- 2) - L'ECT considère que la lutte de libération nationale est indispensable de l'émancipation nationale.
- 6) - L'ECT considère que cette lutte est une étape sur le chemin de la construction d'une société communiste.
- 7) - L'ECT est solidaire dans son combat de tous les peuples en lutte pour leur libération nationale et sociale, particulièrement des autres peuples opprimés par l'État français.
- 8) - L'ECT affirme sa solidarité avec le peuple travailleur français pour la destruction du capitalisme et la construction d'une société socialiste.
- 9) - La lutte de l'ECT s'inscrit dans la lutte anti-impérialiste mondiale.
- 10) - L'ECT, dans l'immédiat, lutte pour l'obtention d'un statut d'autonomie nationale pour la Catalogne Nord.

(1) Principat (Barcelone) - Valence - Iles Baléares.

Lisez LIBÉRATION

le quotidien qui parle des luttes populaires
Demandez Libération à votre marchand de journaux.